



Vers quinze « pactes d'innovation ».

Photo DR

Un pacte avec l'État

Le Grand Nancy dans le « C15 »

Ce n'est pas le G20. C'est le C15 ! Le Grand Nancy siègera au sein de la future Conférence des (quinze) métropoles françaises, une organisation associant l'État et les métropoles pour un dialogue renforcé. C'est l'une des mesures actées lors de la récente rencontre entre le Premier ministre Manuel Valls et France Urbaines, l'association des agglomérations et grandes villes, laquelle se traduira, d'ici l'automne, par des « pactes d'innovation » avec chacune des quinze intercommunalités. C'est Valérie Debord qui y représentait la Métropole du Grand Nancy. L'État met surtout sur la table 150 M€ pour les métropoles, sommes « qui seront affectées en fonction des projets présentés », précise l'élue nancéienne. On peut raisonnablement penser que l'agglomération

pourrait obtenir 5 à 10 M€. L'autre enjeu de cette « plateforme Etat-Métropole », c'est aussi de permettre « l'expérimentation en matière de compétences ». En clair, le Grand Nancy pourrait, par exemple, décider d'agir d'une manière innovante ou nouvelle dans des secteurs « comme l'emploi, le logement... ». « Avec ces dispositifs, la Métropole sera non seulement reconnue mais en mesure de se faire entendre, de nouer des dialogues au plus haut niveau », se réjouit Valérie Debord. Surtout dans un paysage territorial remodelé avec les nouvelles régions. Enfin, et ce n'est pas le moindre des avantages, il y aura « clause de revoyure sur le contrat de plan Etat-Région ». Le sort des métropoles fera l'objet d'une attention toute particulière. **G. U.**

Grand Nancy Séance inaugurale, hier, avec l'adoption des statuts de la nouvelle Métropole qui succède à la Communauté urbaine. Un événement aux accents historiques et solennels

L'an I de la nouvelle Métropole

C'est fait : les statuts de la Métropole du Grand Nancy, qui succède à la Communauté urbaine après vingt ans d'existence, ont été adoptés, à l'unanimité moins une voix, ce vendredi matin par les élus, au cours d'une séance inaugurale. Cette réunion avait des accents historiques avec, une fois n'est pas coutume, des gradins publics remplis. Charles Choné, ancien président de feu le District puis de la Communauté urbaine, Gérard Royer, ancien maire de Pulnoy, ou encore Françoise Rossinot, n'avaient d'ailleurs pas voulu manquer l'événement.

Le président André Rossinot ne pouvait guère s'affranchir d'une remise en perspective de cette nouvelle collectivité encore plus intégrée, sur fond de région Grand Est, de Sillon européen, de coopération transfrontalière... Le patron de l'exécutif a, sans surprise, insisté sur la nécessité de prolonger cette métropole par « la création d'un pôle métropolitain Sud meurthe-et-mosellan ». Objectif : élargir et renforcer les coopérations avec tous les territoires voisins.

« Sortir de la ringardise »

Le Grand Nancy aura pour tant à arrêter son « projet » pour les prochaines années : « Ça ne s'invente pas sur un coin de table », lâchait André Rossinot, en anticipant les critiques. Et de marteler : « Le travail commence dès



André Rossinot devant l'assemblée des élus : « La métropole est une valeur ajoutée pour tous. »

Photos Cédric JACQUOT

mardi.

« Ce projet devra être celui de la solidarité entre les communes ou au sein d'un périmètre qui sera élargi inéluctablement dans les années à venir », enchaînait Serge Bouly, président du groupe majoritaire. « Plus qu'un rendez-vous avec l'histoire, nous avons rendez-vous avec nos

responsabilités », ajoutait Hervé Féron, président d'un groupe d'opposition dont des maires entrent dans l'exécutif. Et de prévenir aussitôt : « Nous resterons différents. Nous aurons encore des combats mais encore davantage d'accords pour le bénéfice de tous. » Puis d'asséner : « Il nous faut sortir de notre

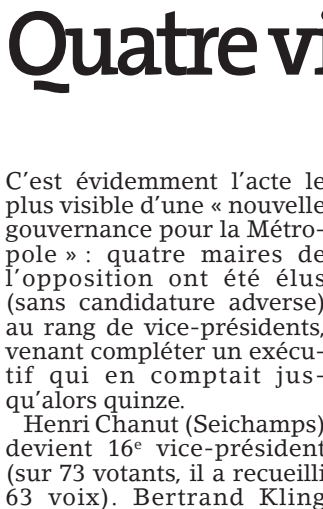
ringardise collective car il faut que les maires soient mieux entendus. » Le premier magistrat de Tomblaine prenait d'emblée le contrepied de quelques élus de gauche manifestement pas sur la même longueur d'onde (ER d'hier). « La reconnaissance de la Métropole se fera sur son contenu » prévenait Julie

Meunier. Mais surtout la communiste Annie Levi-Cyferman (qui a voté contre les statuts) dénonçait « l'absence de projet et un pacte qui conduira les vice-présidents d'opposition à voter le budget ». De quoi annoncer quelques débats futurs animés.

Ghislain UTARD



André Rossinot : « Je crois à l'alliance des territoires. »

16^e vice-président : Henri Chanut, maire de Seichamps.17^e vice-président, Bertrand Kling, maire de Malzéville.18^e vice-président, Christophe Choserot, maire de Maxéville.19^e vice-président, Stéphane Hablot, maire de Vandœuvre.1^{er} vice-président, Pierre Boileau, maire de Ludres.2^e vice-président, J.-François Husson, sénateur (Nancy).3^e vice-président, Serge Bouly, maire de Laneuveville.4^e vice-président, Laurent Hénart, maire de Nancy.6^e vice-président, Eric Pensalfini, maire de Saint-Max.7^e vice-président, François Werner, maire de Villers.9^e vice-président, Jean-Pierre Hurpeau, maire de Jarville.10^e vice-président, Valérie Debord, adj. au maire de Nancy.11^e vice-président, Didier Sarlet, maire d'Heillecourt.12^e vice-président, Michel Candat, maire de Saulxures.13^e vice-président, Malika Dati, conseillère de Nancy.14^e vice-président, J.-Pierre Dessein, maire Art-sur-Meurthe.15^e vice-présidente, Michelle Piccoli, maire de Pulnoy.

Quatre vice-présidents de l'opposition

C'est évidemment l'acte le plus visible d'une « nouvelle gouvernance pour la Métropole » : quatre maires de l'opposition ont été élus (sans candidature adverse) au rang de vice-présidents, venant compléter un exécutif qui en comptait jusqu'alors quinze.

Henri Chanut (Seichamps) devient 16^e vice-président (sur 73 votants, il a recueilli 63 voix). Bertrand Kling (Malzéville) est 17^e vice-président (63 voix), Christophe Choserot (Maxéville) est le 18^e avec 59 suffrages et Stéphane Hablot (Vandœuvre) est le 20^e (avec 52 voix). Les délégations n'ont pas été annoncées. La redistribution entre les élus

s'effectuera avant le 14 juillet a précisé André Rossinot.

Pour le maire UDI de Nancy, Laurent Hénart, évoquant « l'intérêt métropolitain et le rejet croissant de la manière dont la politique se fait dans notre pays, un cap important » a, en tout cas, « été franchi en associant ainsi la minorité au travail de l'exécutif ».

Même tonalité avec Matthieu Klein, président PS du Conseil départemental, qui transfère une partie de ses compétences à la Métropole : « En France, nous avons l'unanimité honteux. Sachons bâtir des compromis en toute clarté. Le défi de l'attractivité concerne tous

les territoires. »

« Dinosaures »

Le député-maire socialiste de Tomblaine, Hervé Féron, n'était pas en reste. Le Villarois, Pascal Jacquemin, était moins enthousiaste, n'hésitant pas à évoquer les « menottes de la démocratie métropolitaine » ou encore sa « déception » à la lecture du pacte de gouvernance.

Charge encore plus virulente de Vincent Mathéron : « Si le Grand Nancy est le dernier des dinosaures, c'est parce qu'il vit figé sur vingt communes depuis 20 ans. Pas parce que l'opposition n'était pas dans l'exécutif. »

On l'a compris : cette séance inaugurale aura surtout

été marquée par des dissensions à gauche, même si Hervé Féron entraîna la majorité des suffrages de son groupe derrière lui tandis que la droite tira aussi à gros boulets sur l'aile divergente.

Le pacte de gouvernance, qui prévoit par ailleurs deux présidences de commission et deux délégations à des conseillers communautaires d'opposition, a donc fait l'objet de deux votes contre : ceux de Vincent Mathéron et de Marie Levi-Cyferman.

La Métropole est, quoi qu'il en soit, sur les rails. Les prochaines réunions plénières auront lieu les 9 et 23 septembre.

G. U.

Indemnités versées aux élus : ça ferraille !

Des indemnités à « enveloppe constante », soit une baisse de 20 % des sommes jusqu'alors perçues par les 15 vice-présidents : c'est ce que proposaient le socialiste Hervé Mathéron et la communiste Annie Levi-Cyferman avec la création de quatre postes supplémentaires. Et le conseiller municipal de Jarville d'insister : à défaut, « le coût de ces indemnités, cotisations comprises, va augmenter de 27 % pour atteindre 175.000 € ». L'amendement a pourtant été massivement rejeté, y compris dans les rangs de l'opposition. La réplique, cinglante, est d'abord venue du vice-président, Jean-Pierre Dessein : « Vous êtes jeune, vous voulez faire un max de bruit et de démagogie. Être vice-président, c'est un vrai travail,

c'est être au service des citoyens. Alors, oui, tout travail, qu'il soit celui d'un salarié, d'un chef d'entreprise ou d'un élu mérite salaire ». Propos de même teneur du côté d'André Rossinot, soulignant l'étendue des compétences de la Métropole.

Pour être précis, les indemnités perçues par les vice-présidents sont de 2.000 €, en brut. « Elles pèsent pour 0,02 % dans le budget », enchaînait Pierre Boileau, le Grand Argentier. Reste que le sujet, comme toujours, a suscité un certain malaise. Parce qu'il est particulièrement sensible !

G. U.

5^e vice-président, Laurent Garcia, maire de Laxou.8^e vice-présidente, M.-Chr. Leroy, maire de Dommartemont.